CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n°27.616 du 20 mai 2009
dans l'affaire X/ I

En cause : Monsieur X
Domicile élu chez l'avocat : X

Contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS, 1ère CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 octobre 2008 par Monsieur X, qui déclare être de nationalité serbe, contre la décision (X) du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 24 septembre 2008 ;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu le dossier administratif ;

Vu la note d'observation ;

Vu l'ordonnance du 11 mars 2009 convoquant les parties à l'audience du 2 avril 2009 ;

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers ;

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me B. MBARUSHIMANA, avocat, et Mme N. MALOTEAUX, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire qui est motivée comme suit :

«Le 09 janvier 2007, de 14h05 à 16h51, et le 13 août 2008, de 15h10 à 16h00, vous avez été entendu au Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides dans le cadre du traitement de votre demande d'asile, assisté d'un interprète maîtrisant le rom. Votre avocat, Maître KALONDA, était présent pendant toute la durée de votre première audition. Maître MBARUSHIMANA, quant à lui, était présent pendant toute la durée de votre seconde audition.

A. Faits invoqués

Selon vos dernières déclarations, vous êtes d'origine ethnique rom, de nationalité serbe et originaire de la ville de Raska, Etat de Serbie. A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants.

En 1999, vous quittez une première fois la Serbie et prenez la direction de la Belgique. Le 08 juillet 1999, vous y introduisez une première demande d'asile sous une fausse identité (X), prétendant être originaire du Kosovo. Une semaine plus tard, vous quittez le Royaume par peur d'être emprisonné par les autorités belges (peur provoquée par des informations erronées provenant de votre entourage) et retournez à Raska. Parallèlement, le 20 janvier 2000, une décision négative est prise par les services de l'Office des Etrangers dans le cadre de votre première demande en raison de votre absence lors de votre audition du 02 août 1999.

Quelques temps suite à votre retour à Raska, vous rencontrez votre actuelle épouse, madame X (SP : X). Cette dernière, rom du Kosovo, a quitté sa région pour fuir la guerre et s'est installée avec sa famille dans votre ville. Très vite, vous emménagez ensemble et donnez naissance à deux enfants. Finalement, en 2003, vous quittez la Serbie (en compagnie de votre épouse et de vos deux enfants) en raison de problèmes avec la population locale liés à votre origine rom ainsi qu'à l'origine kosovare et à l'obédience musulmane de votre épouse. Vous vous rendez en République française et y introduisez deux demandes d'asile (la première le 31 juillet 2003, la seconde le 15 novembre 2004) s'étant chacune clôturée par une décision négative prise par les autorités françaises (en date du 28 septembre 2004 et du 13 mai 2005). Votre famille et vous retournez alors en Belgique afin de vous y installer.

Le 12 août 2005, vous introduisez une seconde demande d'asile et votre épouse sa première (auprès des autorités belges). La Belgique n'étant pas responsable du traitement de votre demande (incombant à la France), ces demandes se clôturent par une décision négative prise par l'Office des Etrangers en date du 11 janvier 2006. Toutefois, vous n'attendez pas l'issue de votre demande d'asile avant de partir de Belgique. Ainsi, suite à l'introduction de cette seconde demande, vous retournez en Serbie (en voiture, avec votre épouse et vos enfants) par peur d'être enfermé dans un centre en vue d'un rapatriement. Durant deux mois, vous cherchez du travail à Raska sans succès en raison de votre origine rom. Vous prenez alors le chemin du Kosovo et séjournez dans la maison familiale de votre épouse, à Gjilan. Le sixième jour de votre présence, des citoyens albanais forcent l'entrée de votre itation, vous menacent de mort si vous ne partez pas, vous maltraitent physiquement et violent votre épouse devant vos yeux. Le lendemain, votre famille et vous quittez la ville et retournez à Raska. Sur place, vous êtes régulièrement insulté par des citoyens locaux en raison de votre origine et de celle de votre épouse. Toutefois, vous ne portez jamais plainte auprès des autorités par crainte d'aggraver la situation et d'être maltraité par les policiers. Parallèlement, toujours en raison de votre origine ethnique et de celle de votre épouse, la police s'en prend à plusieurs reprises à votre habitation de fortune, la détruit, vous arrête et vous maltraite. Le 18 octobre 2006, vous quittez à nouveau la Serbie avec votre famille et prenez le chemin de la Belgique.

Le 24 octobre 2006, vous introduisez votre troisième demande d'asile à l'appui de laquelle vous invoquez les ennuis que vous avez rencontrés en Serbie et au Kosovo lors de votre dernier séjour au pays (entre l'introduction de votre troisième demande, le 12 août 2005, et le 18 octobre 2006). Celle-ci s'est clôturée par une décision négative vous ayant été notifiée en date du 07 janvier 2008. Le 22 janvier 2008, vous introduisez un recours à l'encontre de cette décision. Le 29 avril 2008, le Conseil du Contentieux des Etrangers rend un arrêt (n°10.713 du 29 avril 2008) annulant la décision prise par le Commissariat Général, considérant que celui-ci doit procéder à des mesures d'instruction complémentaires portant sur l'incidence de la déclaration d'indépendance du Kosovo sur la nationalité de votre épouse et, au vu de cet élément, sur le caractère fondé des craintes que vous exprimez de voir votre famille exposée à l'hostilité de la population et des autorités serbes, notamment en raison de l'origine kosovare de votre épouse.

B. Motivation

Force est de constater que vous n'avez pas fourni de sérieuses indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou que vous pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire.

Plus précisément, relevons pour commencer que des contradictions importantes ressortent de l'analyse comparée des déclarations successivement livrées par vous et votre épouse devant les instances de l'asile ; contradictions portant sur des éléments essentiels que vous invoquez à l'appui de votre troisième demande d'asile. Ainsi, lors de votre audition au Commissariat Général, vous alléguiez avoir assisté *de visu* au viol de votre épouse par des Albanais alors que vous trouviez dans la maison de votre épouse à Gjilan, au Kosovo (pp. 7-8 du rapport de l'audition de X du 09 janvier 2007 au Commissariat Général). Or, de son côté, votre épouse déclare que le seul viol dont elle a été victime et auquel vous avez assisté s'est produit dans votre maison de Raska et a été perpétré par des citoyens serbes (pp. 5-6 du rapport de l'audition de X du 09 janvier 2007 au Commissariat Général). Confrontée à cette divergence, votre épouse se contente de confirmer ses propres dires et de remettre en cause les vôtres sans davantage d'explication (p. 7 du rapport de l'audition de X du 09 janvier 2007 au Commissariat Général). De toute évidence, au vu de la gravité et de la nature des faits invoqués, cette explication ne peut être considérée comme pertinente.

Pour poursuivre, vous affirmez également que, lors de votre dernier séjour en Serbie, outre des insultes quotidiennes de la part de citoyens serbes de Raska, vous n'avez jamais eu le moindre problème avec qui que ce soit (pp. 10-11 du rapport de l'audition de X du 09 janvier 2007 au Commissariat Général). Or, devant le délégué du Ministre, vous affirmez que la police s'est présentée à plusieurs reprises à votre domicile, précisant que celle-ci a détruit votre habitation (p. 19 de la fiche de renseignements relatifs à l'identité du demandeur de X du 26 octobre 2006). Vous ajoutez, lors de cette même audition, que les autorités vous ont également arrêté et maltraité à plusieurs reprises durant cette période et ce, en raison de votre union avec une rom du Kosovo (p. 19 de la fiche de renseignements relatifs à l'identité du demandeur de X du 26 octobre 2006). Confronté à ces propos divergents, vous déclarez avoir oublié de parler de la visite des policiers à votre domicile, précisez qu'ils ne sont venus qu'une fois (et non plusieurs fois tel qu'il ressort du rapport de l'Office des Etrangers) et prétendez avoir mentionné vos arrestations et maltraitements par les forces de l'ordre lors de votre audition au Commissariat Général (p. 15 du rapport de l'audition de X du 09 janvier 2007 au Commissariat Général). A nouveau, dans la mesure où vos réponses aux questions relatives à tout autre problème que des insultes sont sans équivoque, cette dernière explication ne peut être retenue comme pertinente.

Ajoutons encore que, lors de votre audition du 13 août 2008 au Commissariat Général, vous avez explicitement déclaré n'être jamais retourné en Serbie et au Kosovo comme vous le prétendez depuis l'introduction de votre troisième demande d'asile (p. 5 du rapport de l'audition de X du 13 août 2008 au Commissariat Général), modifiant de la sorte votre version des faits que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile. Or, de son côté, votre épouse continue à affirmer être bel et bien retournée en Serbie et au Kosovo pour une durée s'étalant de 4 à 5 mois suite à l'introduction de sa première demande d'asile et de votre troisième demande (p. 3 et p. 4 du rapport de l'audition de X du 13 août 2008 au Commissariat Général). Partant, force est de constater que vous et votre épouse livrez des contradictions incontestablement contradictoires quant au fondement de votre demande d'asile. Par ailleurs, au vu de l'absence de preuves objectives de votre dernier séjour en Serbie entre 2005 et octobre 2006 (séjour constituant le fondement de votre troisième demande d'asile) et de vos propos contradictoires concernant les problèmes que vous auriez vécus durant cette même période, il apparaît que, en dépit d'avoir effectué des mesures d'instructions supplémentaires (suite à l'arrêt n°10.713 rendu par le

Conseil du Contentieux des Etrangers en date du 29 avril 2008), le dernier lieu où vous avez séjourné avant votre arrivée en Belgique, votre vécu et votre situation personnelle ainsi que votre situation administrative et, plus largement, les faits que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile ne peuvent être établis avec clarté. Partant, vous me placez dans l'impossibilité d'évaluer le bien-fondé de votre crainte et de votre besoin réel de protection qui en découlerait. Puisque, en l'occurrence, le simple fait que votre épouse appartienne à la communauté rom et soit de nationalité serbe et/ou kosovare ne vous dispense pas de fournir un récit crédible et cohérent auprès des instances d'asile. Dans un arrêt rendu récemment, le Conseil du Contentieux des Etrangers affirme en effet que, quand bien même un demandeur se déclare d'origine ethnique rom et de nationalité kosovare, dans le cas où le dernier lieu de séjour allégué avant d'arriver en Belgique ne peut être établi avec clarté, il n'est pas permis d'établir le bien-fondé de la crainte invoquée par un candidat réfugié à l'appui de sa demande (Arrest nr. 10370 van 23 april 2008 in de zaak RvV 19.842/IV).

Relevons en outre que, après analyse de la seule preuve que vous apportez afin d'attester de votre retour en Serbie en 2005, à savoir votre acte de mariage délivré en août 2006 par les autorités communales de Raska, il appert, selon les informations en ma possession, que ce document ne peut être tenu pour authentique en raison de problèmes de forme : typographie, emblème du pays de référence, etc. (cf. document joint au dossier administratif). Par conséquent, ce document n'atteste en aucun cas votre présence en Serbie à la date mentionnée sur ce dernier, à savoir en août 2006. Lors de votre audition du 13 août 2008, vous avouez d'ailleurs explicitement vous être procuré ce document en France pour une somme de 50 euros (p. 4 du rapport de l'audition de X du 13 août 2008 au Commissariat Général). Dans ces conditions, les autres documents que vous présentez à l'appui de votre troisième demande d'asile, à savoir votre carte d'identité et le passeport pour enfant de votre épouse, ne sont pas de nature à remettre en cause le constat dressé ci-dessus.

En conclusion de l'ensemble de ce qui a été relevé supra, je constate que vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, paragraphe A, aliéna 2 de la Convention de Genève. De même, vous n'êtes également pas parvenu à rendre crédible l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire. Dès lors, il n'y a pas lieu de vous reconnaître ni le statut de réfugié, ni celui de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. La requête

2.1 La partie requérante confirme devant le Conseil fonder sa demande de protection internationale sur les faits résumés au point A de la décision attaquée.

2.2. Elle allègue, en substance, une violation de l'article 1er, section A, §2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après « la Convention de Genève ») et des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi »).

3. Les éléments nouveaux

3.1 La partie défenderesse dépose à l'audience du 10 février différents documents portant sur la situation des Roms en Serbie, à savoir un rapport du 1^{er} septembre 2008 de l'agence de contrôle des frontières du ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni (UK Border Agency) du 1^{er} septembre, un document du ministère des droits de l'homme et des minorités de la République de Serbie, fixant les objectifs du gouvernement serbe dans le cadre de la présidence qu'il devait exercer du 1^{er} juillet 2008 au 30 juin 2009 du programme « Decade of Roma Inclusion 2005-2015 », un rapport émis par une organisation non gouvernementale serbe (« Minority Rights Center ») en septembre 2007 dans le cadre du même programme « decade of Roma » et des communiqués de 2007 et des mois de juin, juillet et août 2008 relatifs à des incidents concernant la minorité rom.

3.2 Il a été jugé que lorsqu'un nouvel élément est produit devant le Conseil, « l'article 39/76, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, [de la loi du 15 décembre 1980], doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008). Cela implique notamment que « cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel élément dans une phase antérieure de la procédure. » (Cour constitutionnelle, arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008). Bien que la Cour constitutionnelle n'ait envisagé que l'hypothèse de nouveaux éléments déposés par la partie requérante, le Conseil estime que le même raisonnement doit être tenu, *mutatis mutandis*, lorsque des nouveaux éléments sont déposés par la partie défenderesse.

3.3 En l'espèce, un rapide survol des pièces produites comme nouveaux éléments fait apparaître qu'elles sont toutes antérieures à la décision dont appel, datée du 24 septembre 2008. A l'audience, la partie défenderesse expose avoir produit ce rapport afin de pallier une carence de sa propre instruction.

3.4 Admettre qu'une partie puisse invoquer sa propre négligence comme explication plausible quant à la raison pour laquelle elle n'aurait pu communiquer des « nouveaux éléments » dans une phase antérieure de la procédure reviendrait à priver de toute portée utile l'article 39/76, §1^{er} de la loi. Force est donc de constater que la partie défenderesse n'invoque aucune explication plausible au dépôt tardif de la documentation visée au paragraphe 2.1. Le Conseil ne peut donc tenir compte de ces éléments nouveaux.

4 Discussion

4.1 Dans son arrêt 10.713 du 29 avril 2008, le Conseil a estimé que des mesures d'instruction complémentaires étaient nécessaires, qui devaient au minimum porter sur l'incidence de la déclaration d'indépendance du Kosovo sur la nationalité de l'épouse du requérant et, au vu de cet élément, sur le caractère fondé des craintes qu'il exprime de voir sa famille exposée à l'hostilité de la population et des autorités serbes, notamment en raison de l'origine kosovare de son épouse.

4.2 Le Conseil constate que la partie défenderesse a mené une instruction complémentaire, dont il ressort que l'épouse du requérant dispose d'une possibilité d'entreprendre les démarches nécessaires afin de se réclamer de la nationalité kosovare ou de la

nationalité serbe. La question du pays dont elle possède effectivement la nationalité n'apparaît cependant pas tranchée, mais le Commissaire général ne met pas en doute son origine kosovare. Pour le surplus, le Conseil ne trouve ni dans l'acte attaqué ni dans les pièces du dossier administratif de commencement de réponse à la question soulevée dans son arrêt 10.713 quant au caractère fondé des craintes du requérant de voir sa famille exposée à l'hostilité de la population et des autorités serbes, notamment en raison de l'origine kosovare de son épouse.

4.3 Il ressort par ailleurs de la décision attaquée que le requérant a admis avoir inventé l'épisode de son retour en Serbie en 2006. Le Conseil estime toutefois, comme cela ressortait déjà de son arrêt 10.713 précité, que la question qui se pose dans le présent cas d'espèce n'est pas tant de savoir où le requérant a séjourné en 2006, mais bien s'il a des raisons de craindre d'être persécuté ou s'il y a des sérieux motifs de croire qu'il encourt un risque réel en cas de retour dans son pays d'origine, eu égard à la situation nouvelle créée par l'accession du Kosovo à l'indépendance et à son mariage avec une personne d'origine kosovare. Le Conseil observe au passage que cette question n'a pas pu être prise en considération par les autorités compétentes françaises lors de l'examen de ses précédentes demandes d'asile, intervenues avant l'accession du Kosovo à l'indépendance. Il rappelle que la circonstance qu'un demandeur a menti sur ses lieux de séjour récents n'est de nature à priver de fondement une demande que si ce mensonge a pour effet de rendre impossible la détermination de son pays d'origine, or tel n'est pas le cas ici, ou si cela suffit à démontrer l'inanité de ses prétentions, ce qui n'est pas davantage le cas, raison pour laquelle le Conseil avait jugé dans son arrêt 10.713 qu'il ne pouvait conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il ne soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires.

4.4 Le Conseil a déjà jugé qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Dès lors que nonobstant l'autorité de la chose jugée qui s'attache à cet arrêt, le Commissaire général n'a pas procédé à ces mesures d'instructions complémentaires et qu'aucun fait nouveau ne vient rendre celles-ci inutiles, le Conseil ne peut que constater qu'il se trouve dans la même situation qu'au moment du prononcé de l'arrêt 10.713 du 29 avril 2008.

4.5 Il apparaît, en conséquence, qu'il manque au présent dossier des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation de la décision attaquée sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires. Ces mesures d'instruction complémentaires devront au minimum porter sur le caractère fondé des craintes qu'exprime le requérant de voir sa famille exposée à l'hostilité de la population et des autorités serbes, notamment en raison de l'origine kosovare de son épouse.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}.

La décision (X) rendue le 24 septembre 2008 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2.

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt mai deux mille neuf par :

MM. S. BODART, président du Conseil du Contentieux des Etrangers,
G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers,
M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers,
M. PILAETE, greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

M. PILAETE

S. BODART